

**2 Politique**

**Coopération Gabon-Togo**

**Ali Bongo Ondimba reçoit un émissaire de Faure Gnassingbe**

O. N.  
Libreville/Gabon

**Le ministre togolais de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative, Gilbert Bawara, porteur d'un message du chef de l'Etat du Togo à son homologue gabonais, a été reçu au palais de la présidence de la République, hier.**

**LE** chef de l'Etat, Ali

Bongo Ondimba, a reçu, hier, un émissaire de son homologue togolais, Faure Gnassingbé. Il s'agissait du ministre togolais de la Fonction publique, du Travail et de la Réforme administrative, Gilbert Bawara. Ce dernier était porteur d'un message du président togolais à son homologue gabonais. La rencontre a eu lieu au palais de la présidence de la Répu-



Photo : Prince Jackson

**Le ministre togolais de la Fonction publique, Gilbert Bawara, remettant au président Ali Bongo Ondimba, le message de Faure Gnassingbé.**

blique. Selon M. Bawara, qui a précisé que la teneur du message n'a pas été dévoilée, l'échange entre lui et son hôte a essentiellement porté sur le prochain sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) qui se tiendra à Lomé, capitale togolaise, le 15 octobre courant. Près de 3000 délégués sont attendus à ces assises qui tourne-

ront autour de la sécurité et de la sûreté maritimes ainsi que le développement de l'Afrique. Parmi les participants, des dirigeants politiques et des spécialistes de ces questions... A noter que la lutte contre la piraterie maritime et la pêche illégale sera également rendez-vous. Tout comme la promotion de l'économie bleue.

**Après les déclarations des présidents du PGP et de Démocratie nouvelle**

**Des divergences à venir au sein de l'opposition ?**

J.K.M  
Libreville/Gabon

**LES** récentes déclarations de certaines personnalités de l'opposition laisseraient-elles présager des soubresauts qui pourraient ébranler, dans les semaines ou mois à venir, ce pan de l'échiquier politique national, au gré des intérêts supposés ou avérés de ses principaux acteurs ?

Sans trop s'avancer, on peut tout de même constater qu'à la lumière des propos tenus, dernièrement, par Benoît Mouity-Nzamba d'une part, et René Ndememo'Obiang d'autre part, respectivement président du Parti gabonais du progrès (PGP) et Démocratie nouvelle (DN), des divergences pourraient survenir quant à la nature du combat que devrait mener l'opposition, sonnante ainsi

le glas de l'unité qu'elle a affichée lors de la dernière Présidentielle. Ce, d'autant plus que le premier cité est partisan de "la résistance active". Alors que le second lui, tenant d'une "ligne pragmatique", est bien décidé à tourner définitivement la page du dernier scrutin présidentiel et "à explorer, sans en négliger aucune, toutes les voix permettant à notre pays de sortir de l'impasse, en privilégiant la voix du dialogue et de la réconciliation des Gabonais et Gabonaises".

Une option que n'envisagent pas dans l'immédiat les "résistants actifs", entendu que, selon eux, la seule bataille qui vaille est la contestation permanente des résultats du dernier scrutin présidentiel proclamés par la Cour constitutionnelle (CC), et le rejet de toute tentative de dialogue avec le pouvoir établi.

Une démarche qui, selon



Photo : Aristide Moussavou

**Benoît Mouity-Nzamba... et René Ndememo'Obiang: deux visions différentes de l'opposition.**



Photo : BANDOMA

plusieurs observateurs, pourrait s'avérer inopérante. Vu que les décisions de la Haute juridiction ne sont pas susceptibles d'appel.

De fait, avancent-ils, même si dans ce camp politique, le président de DN semble isolé, au regard de la situation actuelle de notre pays, sa démarche paraît la plus raisonnable

et la moins hasardeuse, dans la mesure où elle serait sous-tendue par l'ambition d'instaurer davantage de transparence dans notre système électoral, et le fonctionnement de certaines institutions, de manière à faire sauter les derniers "verrous réfractaires à l'instauration d'un meilleur ancrage de la démocratie

dans notre pays". Car, quoi qu'on en dise ou en pense, l'histoire récente de notre pays prouve à suffisance que les avancées démocratiques en matière électorale ont été obtenues à la suite des discussions, fruit du consensus et de compromis entre le pouvoir et l'opposition.

Pour preuve, à la suite des dysfonctionnements constatés lors de l'organisation de la Présidentielle de 1993, les représentants de la classe politique nationale dans leur ensemble s'étaient réunis à Paris en 1994, et avaient notamment décidé de dessaisir l'administration territoriale de l'organisation et la gestion des élections politiques, au profit des magistrats. Avant de les confier, quelques années plus tard, à un organe doté de la personnalité juridique, de l'autonomie financière, constitué à parité des représentants

de la majorité et de l'opposition, dénommé Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap). Sans oublier les assises d'Arambo (Libreville) où fut adopté le principe d'une enveloppe accolée avec poubelle, la remise des procès-verbaux du déroulement du scrutin aux représentants de chaque candidat dans les bureaux de vote, l'instauration de la biométrie, etc. Même si, il faut le souligner, ce retrait du ministère de l'Intérieur n'a pas été total. Étant donné qu'il gère toujours le fichier électoral et la commande du matériel électoral. La politique étant par essence un rapport de forces, nul doute qu'au regard du climat sociopolitique actuel dans notre pays, l'opposition pourrait voir certaines de ses revendications satisfaites à l'issue du dialogue que prône le pouvoir.

**Bureau des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA)**

**François Lousény Fall pour l'intérim !**

J.O.  
Libreville/Gabon

**LE** successeur d'Abdoulaye Bathily à la tête du Bureau des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) est connu depuis hier. Il s'agit de l'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la Guinée-Conakry, François Lousény Fall. Le diplomate guinéen prendra ses fonctions dès le 1er novembre prochain. Cette nomination fait suite à la démission présentée par le Sénégalais au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies

(Onu). Celle-ci devra prendre effet à partir du 31 octobre. M. Abdoulaye Bathily, ainsi que nous l'écrivions dans notre édition hier, compte se consacrer totalement à sa candidature au poste de président de la Commission de l'Union africaine (UE). Ce scrutin est prévu en janvier 2017. C'est hier que la décision du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon a été rendue publique. Ce mandat intérimaire s'étend jusqu'au 31 décembre 2016, coïncidant avec le départ définitif du diplomate sud-Coréen de l'institution internationale. En outre, le futur SG de l'ONU, le portugais, Antonio Guterres, dont la désignation

doit être approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies, devrait prolonger le mandat du nouveau patron de l'UNOCA après le 1er janvier 2017. François Lousény Fall, né en 1949, est un diplomate et homme politique guinéen. Il a été ministre des Affaires étrangères, puis Premier ministre, avant d'effectuer des missions diplomatiques pour le compte de l'Onu. C'est le défunt président Lansana Conté, alors réélu en décembre 2003, à la tête de son pays, qui le nomme Premier ministre le 23 février 2004, en remplacement de Lamine Sidimé. Deux mois plus tard, à l'occasion d'une réunion inter-



Photo : D.R

**Le nouveau chef du Bureau de l'UNOCA, François Lousény Fall.**

nationale à Paris, François Lousény Fall présente sa démission, dénonçant l'impossibilité de travailler avec le président de la République. Le poste de Premier minis-

tre restera par la suite vacant pendant plusieurs mois.

La carrière politique de M. François Lousény Fall est notamment marquée par la création du Front uni pour la démocratie et le changement (Fudec). En 2009, il est l'un des délégués du Forum des forces vives de Guinée, qui s'oppose à la junte au pouvoir à Conakry. Il est également un ancien candidat à l'élection présidentielle guinéenne de 2010. Comme son prédécesseur, c'est donc un politique aguerri, doublé d'un diplomate, qui a été désigné comme le représentant du SG de l'Onu dans la sous-région d'Afrique centrale.

A noter que les missions, assignées par le Conseil de sécurité, à cet organisme, sont multiples et restent inchangées. Il s'agit, entre autres, de coopérer avec la CEEAC et d'autres organisations régionales ou partenaires et, le cas échéant, de les aider dans leur action visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la sous-région de l'Afrique centrale. Il a aussi la charge d'exercer, au nom du secrétaire général, ses bons offices et s'acquitter de fonctions spécifiques dans les pays de la sous-région, notamment dans les domaines de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix.

**Gabon-Algérie**

**Bouteflika félicite Ali Bongo Ondimba**

Monsieur le président et cher frère,

Votre réélection à la magistrature suprême de la République gabonaise m'offre l'opportunité

de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, nos chaleureuses félicitations accompagnées de mes meilleurs vœux de succès

pour votre nouveau mandat.

Je voudrais également saisir cette occasion pour souligner les liens d'amitié qui unissent l'Algérie et le Gabon et relever l'importance, pour nos deux pays, de

s'engager résolument dans la voie du renforcement de la coopération bilatérale dans l'intérêt mutuel de nos deux peuples. Je vous prie d'agréer, Monsieur le président et cher frère, l'expres-

sion de ma haute considération.

**Abdelaziz Bouteflika**  
Président de la République algérienne démocratique et populaire.